



Reçu à la préfecture de Gironde le	Mis en ligne le
29 OCT. 2024	29 OCT. 2024

Direction générale des territoires
Direction du développement et de l'aménagement
Service foncier – Pôle Territorial Sud

Code ACTE : 3.5 – Domaine et patrimoine – Actes de gestion du domaine public

ARRETE DE BORDEAUX METROPOLE

OBJET : Ouverture d'une enquête publique - Déclassement par anticipation d'une emprise d'environ 4238m² appartenant au domaine public non cadastré de Bordeaux Métropole située Cité du Dorat Nord entre la rue Durcy et l'Avenue Lénine sur la commune de Bègles (33130) et une emprise d'environ 2816m² appartenant au domaine public non cadastré de Bordeaux Métropole située Cité du Dorat Sud entre la rue Karl Marx et l'Avenue Lénine sur la commune de Bègles (33130)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5217-2 et L. 5211-9 et L. 5211-10 ;

Vu le Code des Relations entre le Public et l'Administration en ses articles L134-1 et R.134-3 et suivants ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L.141-3 et suivants et R141-4 et suivants ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques notamment son article L. 2141-2 ;

Vu la liste d'aptitude aux fonctions de commissaires enquêteurs de la Gironde pour l'année 2024 ;

Vu les pièces constitutives du dossier d'enquête publique ;

Vu la délibération n° 2024/116 du 15 mars 2024 désignant Madame Christine BOST en tant que Présidente de Bordeaux Métropole, à la suite du vote des membres du conseil métropolitain,

Vu la délibération n° 2024-118 du 15 mars 2024 par laquelle le Conseil de Bordeaux Métropole a donné délégation à sa présidente pour décider du déclassement de biens de son domaine public routier et mettre en œuvre les procédures préalables nécessaires à de telles décisions, à l'exception des déclassements effectués au titre de la procédure dérogation dite « de déclassement anticipé » prévue à l'article L. 2141-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Vu l'article L. 141-3 du Code de la Voirie Routière qui dispose que « l'enquête rendue nécessaire en vertu du deuxième alinéa est ouverte par l'autorité exécutive de l'établissement public de coopération intercommunale, propriétaire de la voie, et organisée conformément aux dispositions du code des relations entre le public et l'administration » ;

Considérant que le projet de Bordeaux Métropole de céder des voiries appartenant au domaine public de Bordeaux Métropole - situées cité du Dorat - au Nord et au Sud de l'Avenue Lénine à Bègles (33130) – pour une emprise d'environ 4 238m² au nord de l'Avenue et d'environ 2 816m² pour la partie Sud soit au total environ 7 054m² - nécessite le déclassement par anticipation préalable de ces emprises ;

Considérant qu'en raison de l'atteinte aux fonctions de desserte et de circulation de la voie, cette opération doit être précédée d'une enquête publique pour recueillir l'avis de la population et vérifier que ce projet n'appelle pas d'objection fondée de la part de la population et des riverains.

Le Président de Bordeaux Métropole

ARRETE

Article 1^{er} :

Il est décidé d'engager une procédure d'enquête publique en vue du déclassement par anticipation des voiries appartenant au domaine public de Bordeaux Métropole - situées cité du Dorat - au Nord et au Sud de l'Avenue Lénine à Bègles (33130) – pour une emprise d'environ 4 238m² au nord de l'Avenue et d'environ 2 816m² pour la partie Sud soit au total environ 7 054m².

Article 2 :

Dans le cadre de ce projet, il sera procédé à une enquête publique **du mardi 12 novembre 2024 au vendredi 29 novembre 2024 inclus**, soit pendant une durée consécutive de 18 jours.

Article 3 :

Mme Georgette PEJOUX est désignée en qualité de **commissaire enquêtrice**.

Article 4 :

Le dossier sera déposé pendant toute la durée de l'enquête, à la mairie de Bègles

Mairie de Bègles, 77 Rue Calixte Camelle, 33130 Bègles

Les habitants pourront prendre connaissance et apporter toutes les observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet dans ces lieux, aux jours et heures d'ouverture des services municipaux.

Afin de respecter leur anonymat, le dossier d'enquête publique consultable par les administrés ne contiendra pas la liste des propriétaires riverains.

Article 5 :

Les observations pourront également, pendant la période de l'enquête publique, être déposée – durant les horaires d'ouverture des bureaux - ou transmises directement par voie postale à l'adresse suivante :

Bordeaux Métropole
Mme Georgette PEJOUX, Commissaire enquêtrice
Pôle Territorial Sud – Service Foncier
28 Av. Gustave Eiffel, Cœur Bersol
33 600 PESSAC

Le dossier d'enquête sera également consultable sur le site internet : www.participation.bordeaux-metropole.fr. Les citoyens pourront intervenir et déposer leur contribution sur le registre électronique ouvert à cet effet sur ce site internet.

L'ensemble des registres sera clos le 29 novembre à 17h00.

Article 6 :

Quinze jours avant l'ouverture de l'enquête, avis de ces dépôts sera donné, par voie d'affiches et d'insertion dans la presse.

Les propriétaires des parcelles riveraines seront également informés individuellement par courrier avec accusé de réception, de la date d'enquête publique, des heures de permanences du Commissaire enquêteur et des modalités mises en place pour donner leur avis.

Article 7 :

Madame la Commissaire enquêtrice se tiendra à la disposition du public lors des permanences, à la mairie de Bègles, 77 Rue Calixte Camelle, 33130 Bègles :

- Le mardi 12 novembre 2024 de 9h00 à 12h00,**
- Le vendredi 29 novembre 2024 de 14h00 à 17h00.**

Article 8 :

Le Commissaire enquêteur recueillera les déclarations et réclamations qui lui auront été faites verbalement. Il annexera au registre visé à l'article 4 celles qui lui auront été transmises par écrit ou par voie électronique au cours de l'enquête selon les modalités prévues à l'article 5. Il visera en outre les pièces du dossier d'enquête.

Le commissaire enquêteur remettra le rapport d'enquête ainsi que ses conclusions motivées dans un délai de 1 mois à compter du 30 novembre 2024, soit le lendemain de la clôture de l'enquête publique.

Article 9 :

A l'issue de la remise du rapport d'enquête et des conclusions, Bordeaux Métropole statuera sur la suite à donner.

Article 10 :

En application de l'article L. 2131-2 du CGCT, le présent arrêté sera transmis au contrôle de légalité.

Article 11 :

La présente décision sera publiée sous forme électronique par mise en ligne sur le site internet de Bordeaux Métropole.

Article 12 :

La présente décision peut faire l'objet, dans les deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité :

- D'un recours gracieux adressé à Madame la Présidente étant entendu que le silence de l'administration de plus de deux mois vaut décision tacite de rejet,
- D'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux.

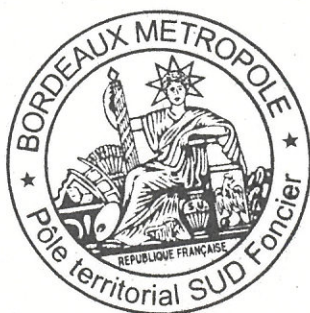
Article 13 :

Monsieur le Directeur général des services de Bordeaux Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à M. le Maire de Bègles et à Mme la Commissaire Enquêtrice.

Fait au Pôle Territorial Sud, à Pessac

Le **25 OCT. 2024**

La Présidente de Bordeaux Métropole
Christine BOST



C. Bost